

DOSSIER

---

« CHILI : LA FIN  
DES ENCLAVES  
AUTORITAIRES ? »

---

---

**LE COMPORTEMENT ÉLECTORAL  
AU CHILI :  
PARADOXES ET PRÉSUMPTIONS  
SUR LA CONTINUITÉ  
OU LA RUPTURE DE L'ORIENTATION  
DU VOTE**

---

*Alfredo JOIGNANT et Miguel Ángel LÓPEZ\**

Entre les mois de décembre 1989 et octobre 2004, le Chili a fait l'expérience d'onze d'élections : trois présidentielles, quatre législatives et quatre municipales, autant d'événements électoraux dont la comparabilité n'est pas facile à établir, surtout si l'on considère que le mode de scrutin pour les élections municipales a largement varié au cours de la période<sup>1</sup>. D'une manière générale, la continuité et le

\* Alfredo Joignant est professeur associé du Département de science politique de l'*Instituto de Asuntos Públicos* de l'Université du Chili et ex-président de l'Association chilienne de science politique (1998-2000). E-mail : joignant@uchile.cl. Miguel Ángel López est professeur assistant du Département de science politique de l'*Instituto de Asuntos Públicos* de l'Université du Chili. E-mail : mlopez@uchile.cl.

1. Alors qu'à l'occasion des élections municipales de 1992 devenait maire le candidat ayant rassemblé le plus de voix au sein de la liste de conseillers municipaux arrivée en tête, en 2004, l'élection du maire était séparée de l'élection des conseillers municipaux. Dès lors, compte tenu de l'instabilité du mode de scrutin de cette élection éminemment locale, le travail consistant à déterminer qui avait gagné ou perdu les élections devenait un véritable enjeu de lutte. Quel paramètre doit-on considérer comme le plus pertinent : le nombre de conseillers municipaux, le nombre de maires sortis vainqueurs dans telle ou telle coalition, le volume de voix obtenues au niveau des conseillers municipaux, ou encore au niveau des maires ? On peut donc comprendre la difficulté de comparer les résultats électoraux entre différents types d'élections, non seulement parce qu'elles sont locales ou générales, mais aussi parce qu'elles sont régies par des règles et des modes de scrutin eux-mêmes fort variables.

changement électoral semblent être les deux variables qui ont caractérisé les péripéties des démocraties qui ont surgi, ou qui ont été bâties à la suite du déclenchement de processus de transitions (O'Donnell et Schmitter, 1986 ; Mainwaring, O'Donnell et Valenzuela, 1992 ; Linz et Stepan, 1996) dont on connaît la complexité pour le cas chilien. Ce sont ces jugements de continuité d'un même « modèle » d'organisation économique, politique ou sociale, ou encore de transformations plus ou moins profondes qui ont marqué les rares controverses académiques dans les sciences sociales chiliennes, à défaut d'être des véritables polémiques scientifiques. C'est pourquoi elles ont d'abord porté sur le « projet fondateur » de Pinochet (Garretón, 1989a ; 1989b), en entendant par là la portée historique de ce que d'aucuns ont appelé la « révolution néo-libérale » entreprise par des jeunes technocrates au terme de luttes de concurrence sur lesquelles on sait peu de choses (Vergara, 1985 ; Valdés, 1989 ; Silva, 1995 ; et surtout le très beau travail de Garth et Dézalay, 2002) et de ses effets sur la société (Martínez et Díaz, 1996 ; León et Martínez, 1998). Mais c'est en matière de l'organisation du politique, de ses forces et des expressions électorales escomptées que l'on peut apprécier les volontés de rupture par rapport à un passé honni, fait de polarisation idéologique et de radicalisation entre trois tiers électoraux imaginaires et irréconciliables<sup>2</sup>.

Dans cet article, on cherchera à décrire et à comprendre les principales logiques d'évolution du comportement électoral au Chili en quinze années d'élections. Il ne s'agira donc pas d'établir une véritable sociologie du comportement électoral chilien, ni non plus de bâtir un modèle unifié destiné à rendre compte de la conduite des votants, pour une raison méthodologique particulièrement centrale : il n'existe pas, au Chili, d'information suffisante permettant d'analyser les différentes variables qui sont susceptibles de déterminer l'orientation du vote, à la différence des études électorales fondées sur des enquêtes approfondies qui affleurent des pages des revues internationales spécialisées<sup>3</sup>. C'est pourquoi notre travail passe largement par la description du comportement, en esquissant certaines inter-

2. Dans l'imaginaire politique chilien, les forces politiques et le comportement électoral jusqu'en 1973 étaient censés se distribuer à parts presque égales entre la droite, le centre (d'abord radical, et ensuite démocrate chrétien) et la gauche. Or, comme l'a bien montré Valenzuela (1995), il s'agit de trois tiers historiquement très approximatifs et imparfaits, puisque le tiers le plus faible (plus proche du quart de l'électorat) a longtemps été la gauche.

3. Au Chili, les enquêtes par panel destinées à analyser l'évolution du comportement électoral sont totalement inexistantes. On ne dispose que de quelques rares sondages offrant des données très générales, à défaut de pouvoir accéder à des bases de données. Dès lors, le seul moyen d'analyser le comportement électoral au Chili c'est à partir de données agrégées des élections, au niveau national, régional et municipal, en distinguant le comportement électoral masculin et féminin grâce à cette curieuse pratique chilienne consistant à séparer les bureaux de vote selon le sexe. Ainsi, sur cette base empirique, il devient possible d'analyser les rapports entre résultats électoraux et certaines variables sociales et économiques.

prétations et explications dont la réception par le lecteur ne peut qu'être faite de précautions. Notre point de départ réside dans un constat : il existe une remarquable stabilité du vote en faveur des deux principales coalitions chiliennes, qui à elles deux rassemblent entre 85 % et 95 % de l'électorat selon les élections<sup>4</sup>, ce qui tend apparemment à démentir, ou du moins à relativiser, l'hypothèse – très en vogue au Chili – d'un électeur individuel éloigné des partis politiques, déclarant de plus en plus que son vote dépend des caractéristiques personnelles du candidat<sup>5</sup>.

L'étude du comportement électoral au Chili a toujours souffert de simplifications rarement reconnues comme telles, et qui plus est de présomptions jamais justifiées par des protocoles d'enquête scientifiques. C'est ainsi que d'un point de vue historique<sup>6</sup>, la plupart des études publiées érigeaient la classe sociale comme la principale variable (et pour certains auteurs, la seule) explicative du comportement électoral chilien. Or, aujourd'hui, c'est une représentation bien différente qui se dégage des sondages d'opinion, dans la mesure où les enquêtes semblent indiquer que ce sont les caractéristiques personnelles des candidats (qualités morales, sympathie, etc.), et non des variables structurelles qui déterminent l'orientation du vote. C'est en ce sens que l'on peut dire que la recherche électorale contemporaine au Chili se fonde sur des simplifications et des présomptions totalement sujettes à caution, puisque la littérature scientifique comparative a montré, depuis bien longtemps, que le comportement électoral ne s'explique pas par une seule variable ou hypothèse, mais plutôt par des déterminations et des principes de comportement multiples. Dès lors, la question est de savoir pourquoi, au Chili, on peut apprécier une telle stabilité apparente du comportement électoral ? Pour y répondre, on mobilisera l'hypothèse d'une tension entre stabilité, continuité et changement électoral.

4. Ces deux coalitions sont d'une part la *Concertación*, une alliance de centre-gauche au pouvoir depuis le mois de mars 1990 réunissant quatre partis (la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste, le Parti pour la démocratie et le Parti radical) et ayant remporté depuis lors toutes les élections, et d'autre part l'opposition de droite faite de deux partis (Rénovation nationale et l'Union démocrate indépendante), actuellement connue sous le nom d'Alliance pour le Chili (*Alianza por Chile*).

5. Selon les sondages d'opinion (et d'abord ceux qui sont périodiquement réalisés par le *Centro de Estudios Públicos*), en effet, les enquêtes se montrent largement indifférents à la politique et à ses acteurs, voire hostiles à elle (Joignant, 2002). Cela contraste avec des taux de participation électorale assez élevés dans un pays où le vote est formellement obligatoire, mais sans que cela entraîne des conséquences pratiques réelles en cas d'abstention, ainsi qu'avec un vote massivement orienté vers les deux principales coalitions. Pourtant, cette représentation doit être largement nuancée, eu égard à l'important taux de non inscription sur les listes électorales (2 400 000 personnes environ en 2004), ce qui prouve encore une fois les variations parfois considérables qui se dégagent des différents modes de mesure de la participation électorale (sur les inscrits sur les listes électorales, sur la population en âge de voter, en comptabilisant les votes nuls et blancs, etc.).

6. On fait allusion à la période 1932 et 1973.

## L'HYPOTHÈSE DE STABILITÉ DU COMPORTEMENT ÉLECTORAL

L'une des controverses scientifiques les plus intéressantes sur la question de savoir ce qui a changé et ce qui est stable sur le plan électoral a eu lieu dans les années 1995-1997. En effet, dès le milieu de la décennie des années 1990, S. Valenzuela (1995) a fortement insisté sur la stabilité fondamentale du comportement électoral chilien après la dictature. C'est ainsi que ce sociologue insiste, non sans arguments, sur une continuité fondée sur la théorie des clivages de Lipset et Rokkan (1967). Alors qu'à partir du dernier quart du dix-neuvième siècle le comportement électoral s'est fondé sur le clivage clérical-anticlérical, celui qui se dégage à compter de 1920 s'enracine dans un clivage de classe. Or, soixante-dix ans plus tard, le clivage de classe peut encore produire des effets, puisque cet auteur s'évertue à démontrer, à partir de données électorales agrégées et non tirées de données d'enquête, que le comportement des votants continue à s'inscrire sur un clivage que l'on croyait obsolète (Valenzuela, 1995). En employant cette même théorie des clivages, dans leur article influent, Valenzuela, Tironi et Agüero (1999) essaient de réfuter cette interprétation, en affirmant qu'à compter de 1988 un nouveau clivage voit le jour, celui du vote « oui » en opposition au vote « non » à la continuité de Pinochet à la tête de l'État lors du plébiscite du mois d'octobre de cette année, au cours duquel l'ancien dictateur fut séchement battu. Tironi et Agüero ont interprété ce résultat comme la preuve de l'émergence d'un nouveau clivage dont les effets seraient toujours en vigueur plusieurs années après la tenue du plébiscite de 1988, sans se poser pourtant la question de savoir si le clivage dictature/démocratie est comparable sous un rapport quelconque au clivage clérical/anticlérical, ou encore au clivage de classe. Mais à regarder de plus près les résultats électoraux qui se sont produits lors des élections législatives et municipales entre 1989 et 2004, on constate une étonnante régularité dans l'orientation du vote, ou, si l'on veut, une remarquable stabilité du vote des Chiliens, à condition de se contenter de rester à un niveau agrégé d'analyse, ce qui élimine la possibilité de poser de questions de recherche différentes. C'est ce que montre le tableau 1, relatif au soutien électoral des deux principales coalitions, la *Concertación* et l'Alliance pour le Chili :

Tableau 1 – Résultats électoraux lors des élections législatives et municipales entre 1989 et 2004 (en pourcentage des voix).

	Législatives	Municipales	Législatives	Municipales	Législatives	Municipales	Législatives	Municipales	Législatives	Municipales
	1989	1992	1993	1996	1997	2000	2001	2004	2004	2004
Concert	51,49	53,3	55,4	56,13	50,51	52,13	47,90	47,91		
DC	25,99	28,93	27,12	26,03	22,98	21,62	18,92	20,27		
PPD	11,45	9,21	11,84	11,71	12,55	11,41	12,72	9,96		
PS		8,53	11,93	10,7	11,05	11,28	10	10,90		
PRSD	3,94	5,33	3,77	6,53	3,13	5,42	4,05	4,62		
Indépendants	9,12	0,49	0,74	1,17	0,81	2,38	2,19	2,14		
Alliance	34,18	29,67	36,68	32,47	36,26	40,09	44,27	37,66		
RN	18,28	13,44	16,31	13,62	16,77	15,54	13,76	15,09		
UDI	9,82	10,19	12,11	3,36	14,45	15,97	25,19	18,80		
Autres	0,06	0,24	0,25	0,36	0	0	0,06			
Indépendants	6,09	5,97	4,81	15,49	4,67	8,59	5,31	3,76		
Autres partis										
PL	0,69	0,24				0,02	0,05			
UCC	2,62	8,1	3,21	2,78	1,19	0,16				
AN/PDR	1,27									
PH	0,99	0,82	1,01	1,24	2,91	0,78	1,13	1,94		
PAIS	4,38									
PC		6,55	4,99	5,89	6,88	3,24	5,21	4,86		
Indépendants	1,88	2,14	0,11	0,82	0,69	1,44	1,46	7,58		
Autres										

Note : En 1989, le Parti humaniste faisait partie de la Concertación et les communistes de l'alliance PAIS (Partido Amplio de la Izquierda Socialista) ; en 1993, l'Union de centre centre (UCC) fait partie de la coalition d'opposition de droite ; en 2000, le Parti libéral (PL) fait un pacte avec la Concertación, et en 2001 ce même parti participe aux élections sous une liste d'indépendants. Les pourcentages des voix obtenues en 2004 par les différents partis correspondent aux élections de conseillers municipaux, et non des maires (puisque celui-ci était élu au moyen d'un bulletin séparé, une grande nouveauté électorale). Source : <http://www.elecciones.gob.cl>.

Une lecture descriptive de ce tableau, qui ne concerne que les élections législatives et municipales, permet de dégager la représentation de la remarquable stabilité du soutien électoral dont bénéficient les deux principales coalitions chiliennes. C'est ainsi qu'en considérant la moyenne du soutien électoral obtenue par chacune des deux coalitions (législatives et municipales réunies), la *Concertación* obtient 51,8 % des voix (51,3 % dans les quatre élections législatives, et 52,4 % dans les quatre élections municipales), alors que l'opposition de droite parvient à rassembler en moyenne 36,4 % des voix (37,8 % et 35 %, respectivement). Pour les partis individuels, les deux partis de gauche de la *Concertación* atteignent respectivement, et d'une manière étonnante régulière, un peu plus de 20 % des voix (en moyenne, le PS obtient 9,3 % et le Parti pour la démocratie 11,4 %). En suivant les taxinomies en vigueur dans le champ politique chilien, les deux partis de « centre » de la *Concertación* rassemblent en

moyenne aux alentours de 29 % des voix (avec 4,6 % pour le Parti radical et légèrement plus de 24 % pour la Démocratie chrétienne), le reste du soutien électoral de la *Concertación* venant des candidats apparentés et sans étiquette. Or la remarquable stabilité électorale dont a fait preuve la *Concertación* pendant bien longtemps cache une forte érosion du soutien électoral à la Démocratie chrétienne : en effet, celle-ci a subi un affaiblissement régulier entre 1992 et 2001, période au cours de laquelle elle a perdu près de dix points, malgré une légère récupération lors des élections municipales de 2004. En ce qui concerne la coalition d'opposition de droite, l'Alliance pour le Chili, ce qui frappe c'est la stabilité électorale jamais démentie, si l'on choisit comme paramètre le pourcentage des voix obtenues par la coalition dans son ensemble. A cet égard, le contraste est grand avec la *Concertación*. Et pourtant, à l'intérieur de l'Alliance pour le Chili, d'importantes transformations des rapports de force électoraux se sont produits, puisque l'Union démocrate indépendante (UDI) a fini par dépasser largement l'autre parti de droite (Rénovation nationale), au point de s'ériger comme le premier parti du Chili à l'issue des législatives de 2001.

Certes, la remarquable stabilité globale du comportement électoral chilien s'explique largement par l'effet durable du plébiscite de 1988. C'est parce que Pinochet a été battu à cette occasion que celui-ci a dû déclencher le processus de transition tel qu'il était prévu par la Constitution de 1980 (toujours en vigueur), ainsi que les élections qui lui sont sous-jacentes. À l'appui de la thèse d'une portée historique considérable des effets du plébiscite de 1988 du point de vue électoral, le travail de Drake et de Jaccic (1995) se révèle très suggestif, dans la mesure où ces deux auteurs ébauchent l'idée d'une joute fondatrice si efficace en ce qui concerne ses effets qu'elle installe (selon Tironi et Agüero, 1999) un nouveau clivage : l'électorat du « oui » et l'électorat du « non » (sous-entendu à Pinochet) ? En tout état de cause, il n'est pas contestable que c'est cet événement politique majeur qui a permis l'émergence des deux principales coalitions chiliennes et, dans leur sillage, un alignement conséquent du

7. L'hypothèse de Tironi et Agüero est très audacieuse mais néanmoins assez peu crédible, à partir du moment où l'on prend au sérieux la théorie des clivages de Lipset et Rokkan (1967) et ses actualisations postérieures. En effet, les clivages selon Lipset et Rokkan, ainsi que selon Valenzuela sur le Chili, relèvent non pas d'événements historiques clairement identifiables (à l'instar du plébiscite d'octobre 1988), mais de manière plus complexe de phénomènes de société. En ce sens, le clivage clérical-anti-clérical relevé par Valenzuela pour la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle chilien, ou encore le clivage de classe à partir du début du XX<sup>e</sup> et leurs effets sur le comportement électoral, ne s'expliquent pas par la présence en amont d'un événement historique identifiable. C'est pourquoi il y a quelque chose de difficilement vraisemblable dans l'hypothèse d'un plébiscite qui produirait des effets électoraux sur la moyenne et longue durée comparables à des clivages socialement plus complexes comme le clivage religieux ou de classe.

comportement électoral, encore dominant de nos jours<sup>8</sup>. C'est ce qui permet de dire que toutes les élections postérieures à 1988 sont des scrutins de maintien (Norris et Evans, 1999, p. XXVII-XXVIII), dans la mesure où la volatilité électorale des votants se révèle assez marginale<sup>9</sup>, et compte tenu d'un mode de scrutin dont la fonction est de susciter une concurrence à l'intérieur des alliances et non entre les coalitions<sup>10</sup>.

Pourtant, le remarquable succès électoral de l'opposition de droite, et surtout de l'UDI, lors des élections législatives de 2001, a permis à certains auteurs de concevoir ce scrutin comme une élection déviante (Norris et Evans, 1999, p. XXVIII-XXIX), puisqu'il se serait produit une rupture dans l'orientation « normale » d'environ 900 000 électeurs, l'hypothèse étant que cela aurait été le fait des ressources « charismatiques » (un terme bien périlleux et d'emploi fréquent au Chili), ou tout simplement de la personnalité ou du style « populiste » (autre catégorie à utiliser avec précaution) du dirigeant de la droite, Joaquín Lavín.

Tableau 2. – Le transfert de voix lors des élections législatives de 1997 et de 2001

	Législatives 1997 (en volume de voix)	Législatives 1997 (en pourcentage de voix)	Législatives 2001 (en volume de voix)	Législatives 2001 (en pourcentage de voix)
<i>Concertación</i>	2 227 692	50,51 %	2 942 989	47,90 %
Alliance pour le Chili	2 101 392	36,26 %	2 720 195	44,27 %
Votes nuls	952 014	13,51 %	652 334	9,27 %
Votes blancs	298 564	4,24 %	237 955	3,38 %

8. Des régressions simples, réalisées à partir des résultats du plébiscite de 1988 – considérés comme variable indépendante – montrent que ces derniers sont hautement prédictifs des résultats des élections postérieures, surtout en ce qui concerne les résultats des élections législatives.

9. Une conclusion qui se justifie tant que l'on n'interroge pas les définitions et les modes statistiques de construction de la volatilité électorale. On consultera en ce sens l'intéressant travail de Léhingue (1997).

10. Le mode de scrutin chilien qui régit les élections législatives est connu sous le nom de système « majoritaire binominal », et fait partie de cet ensemble d'héritages de la dictature destinés à entraver et à limiter la nouvelle démocratie qui s'instaure en 1990. En ce sens, il s'agit d'une « enclave autoritaire », pour reprendre la formule heureuse forgée il y a bien longtemps par le sociologue chilien Manuel Antonio Garretón. D'un point de vue fonctionnel, ce mode de scrutin permet l'élection de deux députés par district et de deux sénateurs par circonscription, si bien que pour qu'une liste obtienne les deux sièges en dispute, il faut qu'elle rassemble le double du nombre de voix de la liste arrivée en deuxième position. Compte tenu de la dimension considérable des circonscriptions sénatoriales (du point de vue spatial et démographique) et du rétrécissement relatif des rapports de force entre les deux principales coalitions chiliennes, il devient de plus en plus difficile que la liste arrivée en tête (en l'occurrence la *Concertación*) remporte les deux sièges, ce qui provoque, en retour, une forte concurrence à l'intérieur de chaque coalition pour remporter le seul siège qu'il est rationnellement envisageable d'obtenir.

En dépit des apparences, il serait hâtif et très risqué de tirer des conclusions définitives en faveur de l'hypothèse de rupture de la stabilité du comportement électoral chilien, ou encore d'un réaligement de l'électorat, à partir du moment où l'on considère les résultats des élections municipales d'octobre 2004, lesquelles se sont soldées par un déclin très important du vote en faveur de l'Alliance pour le Chili. Certes, des scrutins municipaux constituent des élections locales et non générales. C'est pourquoi il faudra attendre les élections législatives du mois de décembre 2005, afin d'asseoir des conclusions empiriquement mieux fondées sur le déplacement (ou pas) de l'électorat de la *Concertación*. Mais la possibilité de corroborer de manière définitive l'une des deux hypothèses en concurrence (stabilité versus changement du comportement électoral) à l'occasion de ce scrutin devra prendre en compte une variable qui est souvent négligée, sinon oubliée : la coïncidence des élections présidentielles et législatives<sup>11</sup>.

#### Le calendrier des élections au Chili :

- Décembre 2005 : élections présidentielles et législatives : mandat présidentiel de quatre ans ; renouvellement total de la Chambre des députés (120 membres) ; renouvellement de la moitié du Sénat (sur un total de 38 sénateurs élus) ; fin des sénateurs désignés et à vie ;
- 2008 : élections municipales (élection séparée des maires et des conseillers municipaux) ;
- 2010 : élections présidentielles et législatives.

#### LES DÉTERMINANTS SOCIAUX DU VOTE

Jusqu'en 1973, il existait au Chili une forte présomption de détermination du vote par la variable de classe. Cela s'explique sans doute par la position privilégiée qu'occupait en Amérique latine le déterminisme sociologique de l'école de Lazarsfeld, qui trouvait, au Chili, un climat idéologique favorable pour présumer une efficacité irrésistible de l'appartenance de classe sur l'orientation du vote. En même temps, force est de constater que les sciences sociales chiliennes n'ont jamais pu dépasser le stade de la présomption de détermination, ce qui était dû à une grande carence d'analyses systématiques portant sur plusieurs élections, ainsi qu'au manque de rigueur

11. Ainsi, ne faut-il pas perdre de vue le fait que les élections législatives de 1997 et de 2001 – deux scrutins qui se présentaient avec tous les signes extérieurs de l'élection « critique » (Norris et Evans, 1999) – ne coïncidaient pas avec une élection présidentielle, à la différence des législatives de 2005. C'est d'ailleurs cette coïncidence qui permettra de vérifier, ou d'invalider, cette véritable théorie pratique d'un « déversement » des votes du candidat présidentiel en faveur des candidats à la Chambre des députés et au Sénat appartenant à la même coalition (ce que l'on appelle, au Chili, la *teoría del chorro*). Ce faisant, on retrouve la nécessité, bien établie en sociologie électorale, de travailler sur la longue durée et sur plusieurs élections, afin de disposer de suffisamment de scrutins pour pouvoir comparer et tirer des conclusions rigoureuses sur le comportement électoral.

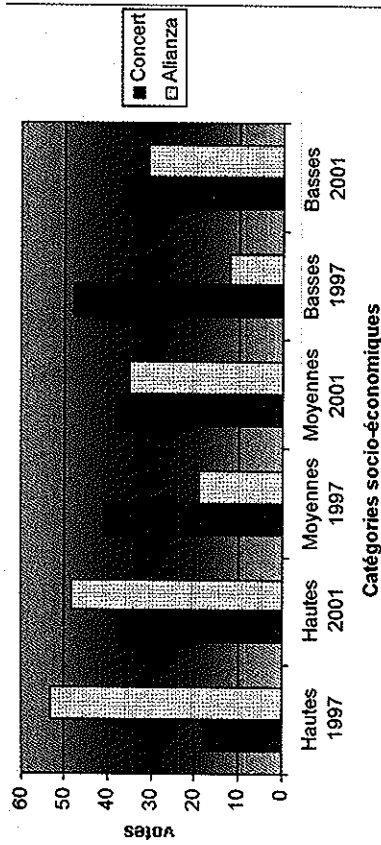
concernant la construction des variables et de l'usage de divers types de données et d'unités d'analyse. En fin de compte, le comportement électoral se révélait largement mystérieux, compte tenu de la grande hétérogénéité des protocoles d'enquête, qui rendait qui plus est largement incomparables les données finalement obtenues. C'est ainsi que pour certains auteurs (Powell, 1960 ; Portes, 1970 ; Soares et Hamblin, 1967), il n'existait aucune relation suffisamment concluante entre travailleurs et vote orienté à gauche. Pour d'autres, en revanche (Zeitlin et Petras, 1970 ; Petras et Zeitlin, 1978 ; Aldunate, 1985), il était possible de montrer une relation de ce type à un niveau agrégé, surtout dans des communes ayant une forte population ouvrière dans l'industrie manufacturière et minière. Finalement, certains auteurs concluait, à partir de données de sondage (Langton et Rapoport, 1975 ; Prysby, 1977), que la relation entre les travailleurs de l'industrie manufacturière et le vote à gauche dépendait de certaines orientations psychologiques, comme par exemple la perception de la classe sociale, la conscience d'appartenir à elle et les croyances concernant un rapport entre appartenance de classe et vote à gauche. Il s'ensuit que, en dépit des doutes sur le bien fondé méthodologique des rares études électorales existantes, la relation empirique entre classe sociale (ouvriers ou travailleurs notamment) et vote à gauche était largement contestable, surtout lorsqu'il s'agit de prolonger la présomption de corrélation entre ces variables au-delà de deux élections<sup>12</sup>. Il faut toutefois signaler que des études récentes ont permis de vérifier l'existence d'un vote de classe entre 1964 et 1973 au niveau de l'ensemble du groupe ouvrier (López, 2004), et pas seulement parmi les mineurs et les travailleurs industriels.

L'argument que l'on vient d'esquisser n'empêche nullement d'accepter le bien fondé de l'affirmation selon laquelle, de nos jours, des variables telles que les inégalités de classe et la stratification sociale ont perdu beaucoup d'importance dans la détermination du comportement électoral. C'est ce qui ressort particulièrement de la littérature spécialisée contemporaine sur le comportement électoral (Dalton, Flanagan et Beck, 1984 ; Franklin, Mackie et Valen, 1992), alors même que des besoins essentiels et des carences fondamentales sont toujours décelables, en l'occurrence au Chili (López, 2004).

12. Il est important de signaler que l'actualité de l'hypothèse de soutien des classes populaires aux partis de gauche au Chili ne vient pas des approches électorales, mais plutôt de la théorie des partis politiques et des systèmes de partis. C'est ainsi que Valenzuela et Valenzuela (1983), Bustamante (1991) et Scully (1992) ont appliqué au cas chilien le modèle de Lipset et Rokkan (1967) sur les clivages et la compétition partitane forgée dans le cadre d'Europe occidentale.



Figure 1 - Les élections législatives de 1997 et de 2001 selon les catégories socioéconomiques

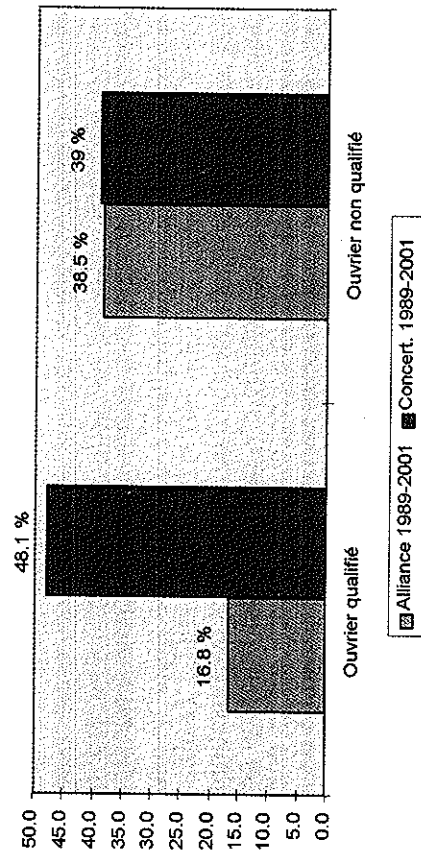


Source : sondages CEP décembre-janvier 1997-1998 et 2001-2002. La « topographie » dessinée par les catégories socioéconomiques (avec trois niveaux, hautes, moyennes, et basses) est le résultat, au Chili, des enquêtes réalisées par ESOMAR, à partir de variables telles que le niveau de revenu, la possession de patrimoine et l'accès à des biens de consommation, entre autres.

La figure 1 montre les orientations déclarées de vote en faveur des candidats de l'Alianza pour le Chili et de la Concertación au moyen de deux sondages réalisés par le Centre d'études publiques (CEP), un *think tank* lié à la droite libérale mais crédité d'un grand sérieux dans l'élaboration de sondages d'opinion. L'intérêt de cette figure réside dans le fait qu'elle permet d'asseoir l'hypothèse d'une tendance à déclasser le vote, ou si l'on veut à brouiller la présomption de l'existence d'une relation univoque entre classe sociale et vote. Ces données de sondage montrent, en effet, une hausse du vote de la catégorie socialement la plus défavorisée en faveur de la coalition de droite (12 % en 1997 et 30,8 % lors des législatives de 2001) face à la coalition de centre-gauche - la Concertación - qui voit une chute au sein de ce même groupe de onze points (48 % en 1997 et 36,9 % en 2001). Qui plus est, il convient de signaler que cette tendance à une égalisation du vote du groupe le plus défavorisé en faveur aussi bien de la coalition de droite que de celle de centre-gauche se retrouve également dans les autres catégories socio-économiques. C'est ainsi qu'à propos de la catégorie la plus favorisée, au seuil de laquelle on pourrait penser que le vote est orienté massivement en faveur de la coalition de droite, la corrélation se vérifie, mais avec une forte décroissance entre 1997 et 2001. Réciproquement le pourcentage d'enquêtés appartenant aux groupes les plus favorisés qui déclare avoir voté pour un candidat de la Concertación augmente de façon tout à fait spectaculaire au cours de la période, passant de 18 % à 37,8 %. Quant aux classes moyennes qui, dans les sondages du CEP, sont appréhendées sous le vocabulaire de « catégories moyennes », elles subissent une forte transformation dans leur orientation du

vote. En 1997, 41 % de ses membres déclarent avoir voté pour la Concertación et seulement 19 % pour l'Alianza pour le Chili. Cela change profondément en 2001, année qui marque un certain basculement de ce groupe à la fois statistique et social, puisque 37,7 % de ses membres signale avoir voté pour la Concertación, face à 35,1 % pour l'Alianza pour le Chili.

Figure 2. - Estimation du vote des ouvriers qualifiés et non qualifiés (estimations moyennes lors des élections législatives entre 1989 et 2001)<sup>13</sup>



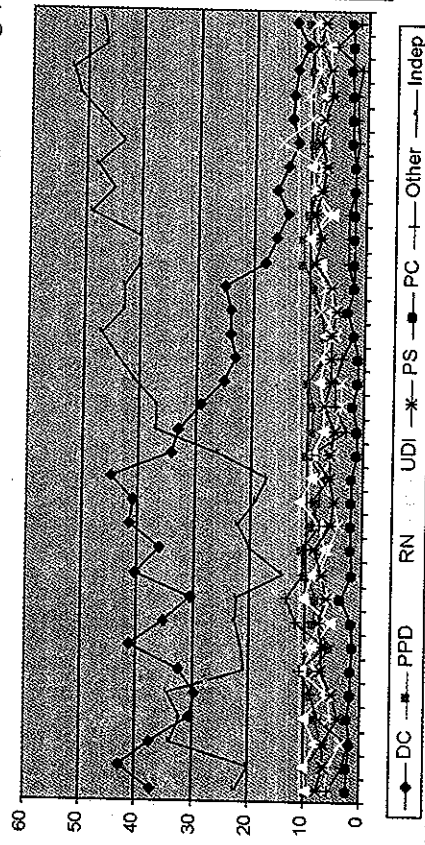
Source : voir Figure 1.

La tendance des partis politiques chiliens à se détacher de classes sociales spécifiques a pour corollaire un penchant à construire des offres politiques permettant de les interpréter comme des partis attrape-tout (Kirchheimer, 1966). Cette évolution est confirmée clairement par le comportement électoral des classes les plus défavorisées. En employant la méthode d'inférence écologique de Thomsen (1987)<sup>14</sup> afin d'estimer le vote du groupe - statistiquement et socialement flou - des « travailleurs », la figure 2 montre qu'entre 1989 et 2001 le comportement électoral des ouvriers varie en fonction de la qualification. C'est ainsi que depuis l'instauration de la démocratie au Chili en 1990, les ouvriers qualifiés ont fortement soutenu la Concertación (48,1 %), alors que seuls 16,8 % d'entre eux ont

13. La définition des ouvriers qualifiés et non qualifiés suit, au Chili, les logiques de classement dérivées de la Qualification uniforme des métiers (*Calificación Uniforme de Ocupaciones*) du Bureau international du travail, selon les niveaux de formation et de compétence requis pour exercer un travail.

14. Le modèle de Thomsen (1987) permet de réaliser des estimations de corrélations individuelles à partir de corrélations agrégées (des communes en l'occurrence) au moyen de la transformation des variables à l'échelle probit et du remplacement des régressions de la table de Goodman (1953) par des corrélations gamma.

Figure 3 - Cartographie de l'identification partisane (en pourcentage).



Source : Sondages CEP 1990-2004.

Note : les pourcentages de personnes qui déclarent ne pas savoir, et qui ne répondent pas aux questions de sondage ont été inclus, de façon certes tout à fait arbitraire, dans la catégorie des indépendants, afin de permettre une lecture plus aisée de ce tableau.

C'est ainsi que la figure 3 fait état des individus qui disent se sentir proches ou identifiés, ou encore qui sympathisent avec tel ou tel parti politique, entre 1990 et 2004. Ces liens aux partis ont largement diminué au cours du temps. Un fait marquant est sans doute le déclin de l'identification partisane avec la Démocratie chrétienne. La formation qui a été pendant bien longtemps le principal parti chilien est entrée dans ce que d'aucuns ont appelé un processus de déclin à partir de 1993, qui s'est traduit en une importante fuite de votants à l'occasion des élections législatives de 1997. Cette évolution constitue, faut-il s'étonner, l'une des principales énigmes du comportement électoral chilien depuis 1990. Le parti pivot de la *Concertación*, la Démocratie chrétienne, a perdu près de 500 000 voix lors des législatives de 1997, la plupart d'entre elles s'étant vraisemblablement orientées vers la catégorie des votes nuls et blancs (voir *supra* tableau 2). Il s'agit d'un volume de voix tout à fait impressionnant, sur lequel on sait peu de choses de manière empiriquement fondée, ce qui a autorisé toutes sortes de spéculations concernant l'avenir électoral de la *Concertación*. C'est ainsi que de véritables sociologies électorales spontanées, et toutes sortes de prédictions, oracles et prophéties ont vu le jour, en insistant sur le caractère de coalition « contre-nature » entre socialistes et démocrates-chrétiens afin d'expliquer le déclin électoral de la Démocratie chrétienne.

Il existe une autre manière d'appréhender l'identification partisane, en la rapportant non pas à des partis mais à des coalitions. Étant données les propriétés du mode de scrutin en vigueur pour les élections législatives, qui font que les partis doivent forcément faire des

appuyé l'Alliance pour le Chili<sup>15</sup>. Si l'on compare ce type de comportement à celui des ouvriers non qualifiés, il s'avère qu'en moyenne leur vote se répartit en deux moitiés égales, pour la *Concertación* et pour l'opposition. On peut en conclure une présomption proche de la conviction : la proximité des travailleurs à la gauche et à la *Concertación* est loin d'être établie, au moins en ce qui concerne les groupes sociaux les plus défavorisés (comme par exemple les ouvriers non qualifiés).

#### DU VOTE DE CLASSE À L'IDENTIFICATION PARTISANE DE L'ÉLECTORAT CHILIEN

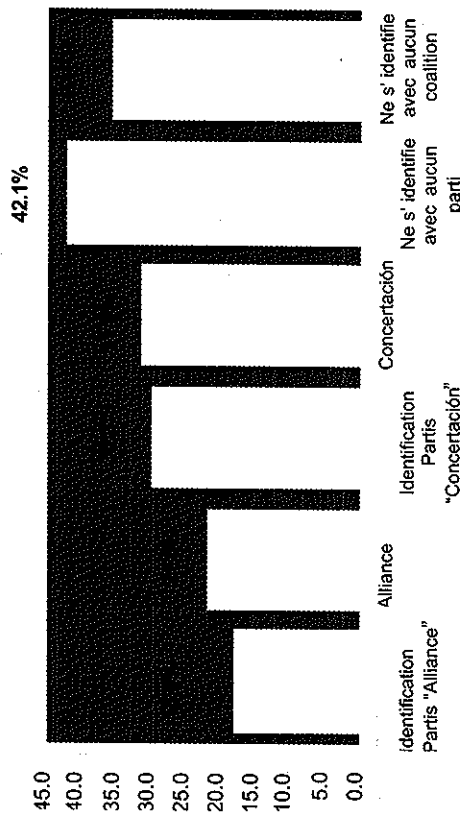
L'identification partisane constitue un phénomène qui fait que les personnes adoptent (au terme de processus cognitifs difficiles à saisir) une identification particulière à un parti spécifique, produisant ainsi un rapport plus ou moins fort et durable à celui-ci, ce qui se traduit en un comportement électoral de soutien aux organisations partisans auxquelles on s'identifie. De surcroît, l'identification partisane fournit aux électeurs une certaine compétence sur le politique faite d'instruments et de repères variables d'un individu à un autre, mais qui permettent au chercheur de faire de cette identification une variable hautement prédictive du comportement électoral. Or, on le sait, cette identification a largement décliné au cours des années 1990 au Chili, ainsi que vraisemblablement son intensité.

15. Cette estimation considère également les votes non valables (nuls et blancs) et le grand pourcentage d'abstentions (c'est-à-dire des individus inscrits sur les listes électorales mais qui ne votent pas), puisque du point de vue du comportement électoral ces voix au statut socialement déviant et non reconnues comme des véritables choix, ainsi que l'abstentionnisme, constituent des alternatives pour le votant. Si l'estimation prenait seulement en compte les suffrages valables et dûment exprimés, les pourcentages augmenteraient de façon considérable, mais de manière proportionnelle pour chacune des deux coalitions.



alliances pour se donner des chances de remporter un siège, il convient de se poser la question du rapport d'identification de l'électeur aux deux principales coalitions. Or, lorsqu'on demande aux électeurs de s'identifier, ou de se dire « proches » de la *Concertación* et de l'Alliance pour le Chili, il s'avère que leur identification aux deux coalitions est bien plus importante que leur identification aux partis appréhendés comme un ensemble :

Figure 4 - Identification aux partis et identification aux coalitions (moyenne entre 2001 et 2004)



Source : voir figure 3

C'est ainsi que les électeurs s'identifient davantage aux deux coalitions qu'aux partis qui les composent, bien que cela ne se vérifie pas de manière spectaculaire. En effet, la différence est somme toute assez marginale entre l'identification aux partis de chaque coalition au cours de cette période et l'identification aux coalitions (près de quatre points en faveur de l'Alliance pour le Chili, et près de deux points pour la *Concertación*). Il s'ensuit donc une hypothèse qui mérite d'être explorée à l'avenir au moyen de protocoles d'enquête plus systématiques : la coexistence de deux types d'identification, partisans et de coalition, et l'éventuel effet de détermination du vote que chacune d'elles peut exercer, ce qui participe de l'hypothèse de stabilité du comportement électoral au Chili.

Dans la mesure où l'on sait peu de choses sur le comportement électoral chilien, les analyses en ce domaine relèvent soit de la logique politique de la présomption concernant l'orientation du vote, soit de grandes controverses politiques et idéologiques sur la physiologie, l'histoire et l'avenir de la *Concertación* (Tironi, 2002 ; Halpern, 2002 ; Navia, 2004 ; Joignant, 2003), à partir de convictions bien affirmées sur ce que voter veut dire au Chili. D'où le para-

doxe de cet article : le comportement électoral chilien est largement gouverné par la logique de la stabilité sur la longue période, tout en rendant possible l'hypothèse de transformations importantes du comportement électoral à l'intérieur des deux grandes coalitions, sans pouvoir pour autant démontrer s'il s'agit de réalignements, de ruptures temporaires, de logiques durables ou d'aveuglements concernant les va-et-vient toujours refoulés, ou oubliés, par l'électeur individuel concernant l'orientation et l'intensité d'un vote que l'on soupçonne variable au sein même d'une stabilité fondamentale.

## CONCLUSION

Les paradoxes et les hypothèses contradictoires que nous avons relevés s'expliquent en partie par les limites des protocoles d'enquête existants au Chili, au point qu'il n'est pas exagéré de dire que les études électorales souffrent particulièrement de l'inexistence d'une véritable science des élections. C'est pourquoi les savoirs les plus influents en matière d'élections ne tirent pas leur origine des travaux des sociologues ou des politistes, mais plus généralement des « experts » électoraux liés aux partis. En ce sens, il serait intéressant d'analyser l'incidence de ces pratiques d'expertise sur les représentations du comportement électoral chilien, ainsi que sur les fausses certitudes qui sont rapidement reprises par ces commentateurs autorisés de la vie politique que sont les journalistes. C'est pourquoi, pour dépasser cette étape, il faudra attendre d'une part de disposer d'un nombre plus significatif d'élections pour comparer des résultats qui, au niveau agrégé, donnent l'impression de transformations importantes au sein des principales coalitions, et d'autre part que se constitue une véritable profession, celles des sociologues électoraux.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALDUNATE, A. (1985), « Antecedentes socioeconómicos y resultados electorales », dans Aldunate, A., Flisfisch, A. et Moulán, T., *Estudios sobre el sistema de partidos en Chile*, Santiago, FLACSO.
- BUSTAMANTE, F. (1991), « Sistema de partidos políticos y 'clivajes' electorales en la transición chilena », *América Latina Hoy*, 2 novembre, p. 27-37.
- BUTLER, D. (1981), *Democracy at the Polls*, Washington : American Enterprise Institute.
- CEP (1997), *Estudio Nacional de Opinión Pública*, n° 7, Tercera Serie, Documento de Trabajo, n° 283.
- CEP (2001), *Estudio Nacional de Opinión Pública*, N° 14, Tercera Serie, Documento de Trabajo, n° 329.

- DRAKE, P. et JAKSIC, I. (1995), « Introduction : Transformation and Transition in Chile, 1982-1990 », dans Drake, P. et Jaksic, I., *The Struggle for Democracy in Chile. Revised Edition*, Lincoln, University of Nebraska Press.
- GARRETÓN, M. A. (1989a), *The Chilean Political Process*, Boston, Unwin Hyman.
- GARRETÓN, M. A. (1989b), « Popular Mobilization and the Military Regime in Chile », dans Eckstein, S., *Power and Popular Protest : Latin American Social Movements*, Berkeley, University of California Press.
- GARTH, B.G. et DÉZALAY Y. (2002), *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil.
- GOODMAN, L. (1953), « Ecological Regression and the Behavior of Individuals », *American Sociological Review*, 18, p.663-64.
- HAGUE, R.; HARROP, M. et BRESLIN, S. (1999), *Comparative Government and Politics. An Introduction*, Londres, Palgrave.
- HALPERN, P. (2002), *Los nuevos chilenos y la batalla por sus preferencias*, Santiago, Planeta.
- KIRCHHEIMER, O. (1966), « The Transformation of West European Party System », dans La Palombara, J. and Weiner, M. (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, p. 177-200.
- JOIGNANT, A. (2002), *Los enigmas de la comunidad perdida. Historia, culturas e identidades políticas en Chile (2000-2010)*, Santiago, LOM.
- JOIGNANT, A. (2003), « La democracia de la indiferencia. Despolitización, desencanto y malestar en el gobierno de Eduardo Frei Ruiz-Tagle », dans Muñoz, O. et Stefoni, C. (sous la direction de), *El período del Presidente Frei Ruiz-Tagle. Reflexiones sobre el segundo gobierno concertacionista*, Santiago, FLACSO-Editorial Universitaria, p. 83-106.
- LANGTON, K. et RAPOPORT, R. (1975), « Social Structure, Social Context, and Partisan Mobilization : Urban Workers in Chile », *Comparative Political Studies*, vol. 8, n° 3, p. 318-345.
- LEHINGUE, P. (1997), « La 'volatilité électorale'. Faux concept et vrai problème : fluidité des définitions, infidélité des mesures et flottement des interprétations », *Scalpel. Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, 2-3, p. 123-177.
- LEÓN, A. and MARTÍNEZ, J. (1998), « La estratificación social chilena hacia fines del siglo XX », dans Toloza, C. et Lahera, E. (éd.), *Chile en los noventa*, Santiago, Dolmen.

- LINZ J.J. et STEPAN A. (1996), *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press.
- LIPSET, S.M. et ROKKAN, S. (1967), « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments : An Introduction », dans Lipset, S.M. et Rokkan, S., *Party Systems and Voter Alignments* : New York, The Free Press.
- LÓPEZ, M.A. (2004), *Chilean Voting Patterns*, Thèse de doctorat en science politique, Colchester, The University of Essex.
- MAINWARING, S., O'DONNELL, G. et VALENZUELA, S. (1992), *Issues in Democratic Consolidation : The New South American Democracies in Comparative Perspective*, Notre Dame, University of Notre Dame Press.
- MARTÍNEZ, J. et DÍAZ, A. (1996), *Chile : the Great Transformation*, Washington : The Brookings Institution.
- NAVIA, P. (2004), *Las grandes Alamedas. El Chile post-Pinochet*, Santiago : La Tercera-Mondadori.
- NORRIS, P. et EVANS, G. (1999), « Introduction : Understanding Electoral Change », dans Norris, P. et Evans, G. (eds.), *Critical Elections. British Parties and Voters in Long-Term Perspective*, Londres, Sage.
- O'DONNELL, G. (1985), « Las tensiones en el Estado burocrático-autoritario y la cuestión de la democracia », dans Collier, D. (sous la direction de), *El Nuevo Autoritarismo en América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica, p. 289-321.
- O'DONNELL, G. and SCHMITTER, P. (1986), *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- PETRAS, J. et ZEITLIN, M. (1968), « Miners and Agrarian Radicalism », dans Petras, J. et Zeitlin, M., *Latin America : Reform or Revolution*, Connecticut, Fawcett.
- PORTES, A. (1970), « Leftist Radicalism in Chile », *Comparative Politics*, (1), p. 285-295.
- POWELL, S. (1970), « Political Change in the Chilean Electorate, 1952-1964 », *Western Political Quarterly*, n° 23, juin, p. 364-383.
- PRYSBY, C. (1977), « Psychological Sources of Working-Class Support for Leftist Political Parties », *The Journal of Politics*, vol. 39., p. 1073-1081.
- SCULLY, T. (1995), « Reconstituting Party Politics in Chile », dans Mainwaring, S. et Scully, T. (éd.), *Building Democratic Institutions. Party Systems in Latin America*, Stanford, Stanford University Press, p. 100-137.

- SOARES, G. et HAMLIN, R. (1967), « Socio-Economic Variables and Voting for the Radical Left : Chile 1952 », *American Political Science Review*, vol. LXI, n° 4, p. 1053-1065.
- THOMSEN, S.R. (1987), *Danish Elections 1920-79. A Logit Approach to Ecological Analysis and Inference*, Arthus, Política.
- TRONI, E. et AGÜERO, F. (1999), « ¿Sobrevivirá el nuevo paisaje político chileno? », *Estudios Públicos*, n° 74, p. 151-168.
- TRONI, A. (2002), *El cambio está aquí*, Santiago, La Tercera-Mondadori.
- VALENZUELA, S. et VALENZUELA, A. (1986), « Party Opposition under the Authoritarian Regime », dans Valenzuela, S. et Valenzuela, A. (éd.), *Military Rule in Chile*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- VALENZUELA, A. et VALENZUELA, S. (1983), « Partidos de Oposición bajo el Régimen Autoritario Chileno », dans Garretón, Manuel A. (éd.), *Chile 1973-1983*, Santiago, FLACSO.
- VALENZUELA, S. (1995), « Orígenes y transformaciones del sistema de partidos en Chile », *Estudios Públicos*, n° 58, p. 5-77.
- ZEITLIN, M. et PETRAS, J. (1970), « The Working Class Vote in Chile : Christian Democracy versus Marxism », *British Journal of Sociology*, n° 21, p. 16-29.